

LE RECOUVREMENT DES ALIMENTS EN EUROPE

Fernando GASCÓN INCHAUSTI
Catedrático de Derecho Procesal
Universidad Complutense de Madrid

Trabajo publicado en *La justice civile européenne en marche*, obra colectiva coordinada por Mélina Douchy-Oudot y Emmanuel Guinchard, Ed. Dalloz, París, 2012, 277 págs, págs. 147-160. ISBN: 978-2-247-10742-1.

LE RECOUVREMENT DES ALIMENTS EN EUROPE

Fernando GASCON INCHAUSTI

Professeur à la Universidad Complutense de Madrid

Bibliographie: Ancel/Muir Watt: Rev. crit. DIP 2010, 457; Bonomi: Ybk. priv. int. law, 2008, vol. X, 333; Gallant: in Cadet/Jeuland/Amrani-Mekki (dirs.), *Droit processuel civil de l'Union Européenne*, Paris, 2011; Gutiérrez Berlinches/Ruiz Moreno: in De la Oliva Santos/Gascón Inchausti (dirs.), *Derecho Procesal Civil Europeo*, Vol. I, Pampelune, 2011, 567; Nourissat: *Procédures* 2009, chron. 6; Pocar/Viarengo: Riv. dir. int. priv. e proc., 2009, 805; Querzola: in Taruffo/Varano (dirs.), *Manuale di Diritto Processuale Civile Europeo*, Turin, 2011, 143.

I. L'action normative de l'UE en matière d'aliments et le Règlement n° 4/2009

1. La construction d'un véritable espace judiciaire européen n'est possible que si l'on parvient réellement à éliminer –ou réduire au maximum– les difficultés supplémentaires liées aux procédures judiciaires transfrontalières, de plus en plus fréquentes puisque, grâce à l'intégration européenne, les rapports juridiques transfrontaliers sont également plus courants. Il est bien connu qu'une **procédure transfrontalière** peut être plus coûteuse qu'une procédure purement nationale (traduction des documents, frais d'avocats dans plusieurs pays), plus lente (significations et obtention d'éléments de preuve à l'étranger, exécution d'une décision de justice dans un autre État) et peut provoquer une certaine insécurité chez un plaident qui doit agir devant des tribunaux qui ne sont pas du ressort de son État.

Ces difficultés constituent de sérieux obstacles au droit d'accès aux tribunaux et au droit à un procès sans retards injustifiés, tous deux consacrés à l'art. 6 CEDH. De nombreux plaidents renoncent à l'instance lorsque le litige doit être transfrontalier et ceux qui, à l'opposé, saisissent la justice, se trouvent devant un scénario temporel, en vue de la satisfaction de leurs droits, beaucoup plus long qu'à l'ordinaire.

Cependant, ces difficultés deviennent des obstacles insurmontables lorsqu'il s'agit de certaines matières où les facteurs «temps» et «efficacité» ont une valeur ajoutée particulière, comme il arrive dans le cadre des **demandes judiciaires en paiement d'aliments**: elles doivent être traitées rapidement puisque la situation de besoin sous-jacente ne peut pas toujours attendre; et la procédure afférente doit être peu coûteuse puisqu'il n'y a pas lieu d'imaginer que le créancier des aliments se trouve à même d'anticiper des sommes pour l'exercice des actions judiciaires.

2. Les institutions communautaires et européennes n'ont pas été étrangères à ces difficultés et, dans le cadre de leurs compétences, se sont efforcées de garantir la plus grande efficacité possible concernant le recouvrement des créances alimentaires et, en outre, d'offrir une meilleure protection judiciaire aux créanciers d'aliments domiciliés en Europe.

La première étape a consisté en l'intégration des créances alimentaires dans le champ d'application de la **Convention de Bruxelles de 1968** –CB–, également reprise par le **Règlement 44/2001** –Règlement Bruxelles I, RB I– (dans les deux cas, par le biais de l'établissement d'un for spécial de compétence de l'art. 5.2): l'obligation alimentaire est ainsi détachée du reste du droit de la famille –dont la communautarisation a toujours été

plus lente et limitée— et bénéficie du régime commun de compétence internationale et de l'exequatur.

Cependant, cette avancée n'a pas semblé suffisante étant donné les limites propres au système du RB I: 1) au regard de la compétence internationale, du fait du besoin que le défendeur soit domicilié dans un des États membres, qui excluait du champ d'application du Règlement de nombreux débiteurs potentiels d'aliments, au détriment de nombreux créanciers d'aliments se trouvant dans l'Union européenne; b) et concernant l'exécution, parce que la procédure d'exequatur constitue toujours un obstacle, malgré les améliorations introduites dans sa régulation.

Considération faite de ces difficultés, on peut comprendre que les conclusions de la présidence du **Conseil Européen de Tampere** (15 et 16 octobre 1999) se réfèrent expressément aux créances alimentaires comme un des domaines où il est jugé nécessaire de promouvoir «des règles de procédure spéciales communes en vue de simplifier et d'accélérer le règlement des litiges transfrontaliers». La réponse la plus récente donnée par les institutions européennes concernant ce besoin est le dernier des textes en matière de procédure civile, le **Règlement n° 4/2009**, du 18 décembre 2008, relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires¹ (Règlement Bruxelles III, RB III).

3. En adoptant ce Règlement, le législateur communautaire a opté pour une régulation dont il convient de souligner trois traits caractéristiques fondamentaux :

a) D'une part, il s'agit d'un instrument normatif **spécial** en raison de la matière traitée : les aliments sont soustraits du régime général du RB I et du Règlement 805/2004 sur le titre exécutoire européen (art. 68). Il est possible que cette spécialisation n'ait pas été si nécessaire si la réforme du RB I était achevée et si, par conséquent, la suppression de l'exequatur et la disparition de l'exigence du domicile du défendeur dans l'UE, en tant que condition ordinaire pour l'application de ses for de compétence internationale, avaient été consolidées. Dans cette hypothèse, il aurait probablement suffi d'introduire une des règles spéciales pour les aliments dans le règlement général. L'élaboration d'un règlement spécial peut donc être perçue comme une manifestation de l'engagement des institutions européennes envers une amélioration de la position des créanciers d'aliments dans des situations transfrontalières. Or, il convient de remarquer que l'élaboration de règles spéciales *ratione materiae* n'est pas une manière de procéder que l'on peut généraliser: de même qu'elle n'est pas raisonnable en tant que technique législative au niveau interne, il ne semble pas non plus raisonnable que la procédure civile européenne soit élaborée à partir de petites pièces où prévaudrait le singulier sur le général et le commun.

b) D'autre part, il s'agit d'un instrument normatif **complet** qui englobe non seulement les aspects habituels de compétence, de reconnaissance et d'exécution, mais introduit également un règlement des conflits de loi. À cet égard, le chapitre III, uniquement composé de l'art. 15, se réfère à la détermination de la loi applicable en renvoyant *in toto* au Protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires. Les institutions européennes profitent donc des travaux de la Conférence de La Haye sur le droit international privé (peut-être du fait de leur incapacité à fixer des règles propres ou, d'une manière bienveillante, parce qu'elles les considèrent

¹ JOUE L 7 du 10.1.2009, p. 1.

comme étant raisonnables). Il importe de préciser cependant qu'il n'en sera de la sorte que pour les États membres liés par cet instrument.

Cette fusion en un même texte légal entre conflits de loi et conflits de juridiction représente une nouveauté et constitue la base qui justifie les importantes avancées qu'intègre le RB III. En effet, la règle de conflit étant commune, on peut s'attendre à une même solution pour les actions engagées dans tous les États, ce qui renforce la confiance et permet plus facilement d'éviter, par la suite, les obstacles à la reconnaissance et l'exécution. Cela constitue également une formule utile afin d'éviter le *forum shopping* mais aussi d'éventuelles rétorsions du système à travers le *forum non conveniens* (qui pourrait, dans le cas contraire, se produire de manière plus ou moins dissimulée malgré le rejet de la CJUE dans l'affaire *Owusu*²). En outre, le fait que la détermination de la loi applicable se fasse par le truchement d'un texte élaboré lors de la Conférence de La Haye légitime plus aisément l'étendue de la compétence aux litiges impliquant des défendeurs non domiciliés dans l'UE. Il est vrai que les avancées dans le rapport entre conflit de loi et conflit de juridiction dans l'UE ne sont pas nouvelles (ce que démontre l'existence des Règlements Rome I et Rome II qui fixent des règles de conflit communes pour les obligations contractuelles et extracontractuelles). La nouveauté réside dans leur coexistence dans un même texte légal. En outre, il faut reconnaître la valeur de l'unification dans un domaine tel que les aliments où il semblerait a priori plus difficile de parvenir à un consensus (et ceci bien que l'on soit parvenus à une unification sur la base du renvoi à un texte étranger à l'activité législative de l'UE).

Le caractère complet du Règlement se constate aussi en lisant le système spécial d'accès à la justice à travers l'obtention du droit à l'**aide judiciaire**, qui couvre la phase précontentieuse, les procédures déclaratoires et les actes nécessaires en vue de l'exécution du jugement (chapitre V).

c) Enfin, le Règlement est un texte normatif **novateur** qui introduit d'importantes avancées qui anticipent, dans une large mesure, les objectifs poursuivis par la réforme du RB I. Comme nous le verrons ci-après, en matière de compétence internationale, les fors du Règlement s'universalisent puisqu'ils s'appliquent indépendamment de l'État du domicile du défendeur. Et concernant la reconnaissance et l'exécution est envisagée la suppression de l'exequatur à l'égard des décisions rendues dans un État membre lié par le protocole de La Haye. En termes généraux, on peut observer que la plupart des nouveautés introduites dans le Règlement visent à **renforcer la position du créancier d'aliments** dans les litiges transfrontaliers de manière à ce qu'il bénéficie plus rapidement d'un jugement favorable et de son exécution postérieure à l'endroit jugé nécessaire.

4. En ce qui concerne le **domaine d'application** du système spécial pour le recouvrement des aliments établi par le RB III, il faut tenir compte des paramètres suivants :

a) Quant à l'**espace**, le Règlement s'applique à tous les États membres de l'Union européenne. Le Royaume-Uni avait tout d'abord choisi de se tenir à l'écart du texte mais y a postérieurement adhéré (décision de la Commission du 8 juin 2009³). Quant au Danemark –en principe étranger aux textes européens en matière de procédure civile– la

² Arrêt du 1.3.2005, C-281/02.

³ JOUE L 149 du 12.6.2009, p. 73.

situation est plus nuancée: par le biais d'un accord de 2009⁴, il a accepté une application partielle du Règlement, limitée aux règles sur la compétence internationale et l'exécution (à l'exclusion, par conséquent, des règles sur la loi applicable et la coopération entre les autorités); c'est-à-dire uniquement dans la mesure où le RB III remplace le RB I.

Une question différente de la précédente concerne la détermination des États membres pouvant être considérés comme étant liés par le protocole de La Haye de 2007. Il s'agit d'une condition à l'application du régime privilégié de reconnaissance et d'exécution (et également de l'art. 15 relatif à la détermination de la loi applicable). Pour l'instant, seule l'UE a signé le protocole, le 8 avril 2010, par le truchement d'une décision du Conseil du 30 novembre 2009⁵. L'adhésion de l'Union au protocole semble rendre l'adhésion de chaque État membre inutile, de sorte que tous les États membres sont liés par le protocole à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark puisque l'art. 3 de la décision établit clairement qu'à cet égard, ces pays n'appartiennent pas à la Communauté européenne.

b) Pour raison de **temps** (art. 76), le RB III est formellement entré en vigueur le 30.1.2009 mais la plupart de ses dispositions n'ont commencé à s'appliquer que le 18.6.2011, grâce à la ratification du protocole de 2007 par l'UE (de manière singulière, les dispositions des arts. 2.2, 47.3, 71, 72 et 73 ont été applicables à partir du 18.9.2010, concernant l'apport d'information de la part des États membres). Par conséquent, les fors de compétence du Règlement s'appliqueront aux procédures engagées à partir du 18.6.2011, et les systèmes de reconnaissance et d'exécution s'appliqueront également à compter de cette date (sans pour autant qu'il s'agisse de décisions rendues au cours de procédures engagées après le 18.6.2011).

c) Enfin, il est nécessaire que le Règlement soit applicable en raison de la **matière**. La notion d'obligation alimentaire peut avoir un contenu divers en fonction de chaque État mais le législateur communautaire a voulu se concentrer sur les créances alimentaires ayant leur origine dans un lien familial, en écartant ainsi les aliments contractuels. C'est pourquoi, sur la base du RB III, seul le paiement d'obligations alimentaires qui découlent de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance (art. 1.1) pourra être réclamé. Par contre, dans ce contexte de relations familiales, il semble que la volonté du législateur européen soit d'effectuer une interprétation large de ce qui doit être entendu comme aliments, profitant ainsi de la jurisprudence de la CJUE relative à l'art. 5.2 CB et RB I (affaires *De Cavel I*⁶, *De Cavel II*⁷ et *Van den Boogaard*⁸).

La limitation du Règlement aux aliments nés de relations familiales implique que tant le demandeur que le défendeur soient des personnes physiques (cf. les définitions de «créancier» et de «débiteur» de l'art. 2.1, ainsi que la décision de la CJUE dans l'affaire *Jackie Farrell v. James Long*⁹). Toutefois, lorsqu'il s'agit de la reconnaissance et de l'exécution d'une décision, on peut également entendre en tant que créancier un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle les aliments sont dus, ainsi qu'un organisme public auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments, dans les termes définis à l'art. 64 (à l'inverse, les organismes publics ne

⁴ JOUE L 149 du 12.6.2009, p. 80.

⁵ JOUE L 331 du 16.12.2009, p. 17.

⁶ Arrêt du 27.3.1979, 143/78.

⁷ Arrêt du 6.3.1980, 120/79.

⁸ Arrêt du 27.2.1997, C-220/95.

⁹ Arrêt du 20.3.1997, C-295/95.

semblent pas mériter la condition de créanciers d'aliments pour pouvoir bénéficier des fors de compétence du RB III, en dépit du critère retenu par la CJUE dans les affaires *Steenbergen v. Baten*¹⁰ et *Bayern v. Blidjenstein*¹¹).

II. Les critères de compétence internationale du Règlement 4/2009

5. À première vue, la structure du chapitre I du Règlement, traitant de la compétence internationale, est similaire à celle du RB I sur ce point : conjointement à certains préceptes établissant une série de fors de compétence (arts. 3 à 8) apparaissent certaines règles complémentaires. Or, l'analyse de ces préceptes révèle l'existence d'importantes différences entre les deux règlements.

La différence la plus frappante est la suivante : les règles spéciales de compétence internationale en matière d'aliments comprises dans le RB III sont d'**application générale** lorsque la demande est introduite devant un tribunal d'un État membre. Disparaît ainsi la condition traditionnelle consistant à ce que le défendeur ait son domicile dans un État membre, qui est une condition générale d'applicabilité du RB I. À cet égard, le RB III représente une anticipation de la réforme proposée pour le RB I. De surcroît, la nationalité des parties –critère habituel de compétence dans des affaires liées au droit de la famille– se voit privée d'une valeur spéciale en tant que critère autonome de compétence. Les tribunaux des États de l'UE deviennent ainsi des instances valables pour connaître du spectre très large des demandes d'aliments entre membres d'une famille. La position du créancier d'aliments se trouvant dans l'UE est ainsi renforcée puisque, comme nous le verrons par la suite, il est relativement probable qu'il trouve un for acceptable (pour lui) au sein de l'UE.

6. C'est ainsi que le confirment les **fors généraux** établis à l'art. 3 et qui sont alternativement offerts au demandeur : juridiction du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle; juridiction du lieu où le créancier a sa résidence habituelle (sans doute la plus grande garantie de for pour les créanciers d'aliments se trouvant dans l'UE); et juridiction compétente selon la loi du for pour connaître d'une action relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale lorsque la demande d'aliments est accessoire à cette action, sauf si cette compétence est fondée uniquement sur la nationalité d'une des parties.

7. Le règlement admet également les **conventions relatives à l'élection du for** (art. 4), bien qu'il soit difficile de les envisager dans la pratique étant donné le caractère extracontractuel –du moins dans les hypothèses les plus courantes– des rapports juridiques d'où naissent les obligations d'aliments pouvant servir de fondement à la demande. En outre, ces conventions connaissent d'importantes limites: la compétence ne pourra pas être attribuée aux tribunaux d'un quelconque État mais uniquement aux tribunaux d'un État où une des parties a sa résidence habituelle ou dont elle a la nationalité (il existe des conditions encore plus spéciales en ce qui concerne les obligations alimentaires entre époux). De plus, ce type de conventions pour les litiges portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant de moins de 18 ans n'est pas admis. Enfin, et suivant une règle classique du droit procédural international, la compétence des tribunaux d'un État qui, en principe, ne pouvaient pas connaître du litige, est également admise si le créancier présente sa demande auprès de ces derniers et comparaît sans contester leur compétence (art. 5).

¹⁰ Arrêt du 14.11.2002, C-271/00.

¹¹ Arrêt du 15.1.2004, C-433/01.

Le critère de la **nationalité** n'intervient dans ce contexte qu'en tant que chef de compétence subsidiaire lorsque cette nationalité est commune aux deux parties et qu'aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu des dispositions générales, en vertu d'une élection valable de for ou en vertu de la comparution du défendeur (art. 6).

8. Il importe également de tenir compte des limitations imposées par l'art. 8 aux procédures visant la **modification d'une décision** ou l'**obtention d'une nouvelle décision**: en principe, seuls seront compétents les tribunaux de l'État où a été rendue la première décision, si ce dernier était –lors du déroulement de la première procédure– et continue d'être –s'agissant d'engager une seconde procédure– l'État de résidence habituelle du créancier des aliments. Bien que cela ne soit pas ouvertement reconnu, à cet égard l'accent est mis sur le caractère prioritaire de la résidence habituelle du créancier.

9. Le RB III a également servi de banc d'essais pour l'introduction, pour la première fois, d'un *forum necessitatis* dans les modèles de compétence européens (art. 7): on peut saisir les juridictions d'un État membre qui ne seraient pas compétentes en application des fors ordinaires dans la mesure où certaines conditions sont réunies: i) qu'il s'agisse de cas exceptionnels où une procédure ne peut raisonnablement être introduite ou conduite, ou se révèle impossible dans l'État tiers avec lequel le litige présente un lien étroit; ii) que le litige présente un lien suffisant avec l'État membre que le demandeur a saisi.

L'existence d'un *forum necessitatis* est une question polémique. Il est évident que la singularité des aliments peut justifier, plus que tout, l'audace du législateur européen au moment de définir un for de compétence si malléable et diffus. En effet, il ne sera pas simple de déterminer, dans un cas concret, si la situation est exceptionnelle, ni ce qui peut être entendu comme un lien suffisant avec un État membre. Le considérant 16 du RB III donne l'exemple de la guerre civile, pour la première circonstance, et celui de la nationalité d'une des parties, pour la seconde. Si les tribunaux interprètent ces conditions de manière très stricte, la charge de la preuve détaillée du caractère exceptionnel de la situation incombera au demandeur, ce qui entraîne le risque que le *forum necessitatis* reste lettre morte. Si, par contre, on généralise une situation de certaine « générosité » à cet égard, le risque est justement le contraire (une sorte de *forum necessitatis shopping*).

10. Les règles établissant les critères et les limites de la compétence internationale des tribunaux des États membres en matière d'aliments sont complétées par des règles supplémentaires semblables à celles également prévues par le RB I et qui ont pour objet de déterminer le moment où une juridiction est réputée saisie (art. 9), la vérification d'office de la compétence (art. 10) et la recevabilité lorsque le défendeur ne comparaît pas (art. 11), les cas de litispendance et de connexité (arts. 12 et 13) et les mesures provisoires et conservatoires (art. 14). À cet égard, les solutions ne sont pas innovantes mais profitent de la régulation générale effectuée par le RB I et de son interprétation par la jurisprudence de la CJUE.

Parmi elles, il ne fait aucun doute que pour une protection correcte du créancier d'aliments, les prévisions sur les **mesures provisoires et conservatoires** revêtent une valeur singulière, étant donné qu'il est permis de les demander et de les obtenir des tribunaux d'un État membre pour les litiges transfrontaliers, bien que le fond de l'affaire doive être réglé par les tribunaux d'un autre État. Sur ce point, il convient de souligner certains aspects:

a) Compte tenu de l'interprétation donnée aux articles 24 CB et 31 RB I –dont est tiré l'art. 14 RB III– par la CJUE (affaires *Reichert*¹², *Van Uden*¹³ et *Mietz*¹⁴), le contenu des mesures peut varier: ce précepte inclut non seulement les saisies conservatoires qui assurent les futurs paiements mais aussi le recouvrement des pensions provisoires ou le paiement d'acomptes (*p.ex.* par le biais du référé-provision français, la *Leistungsverfügung* allemande ou le *kort geding* hollandais).

b) Le caractère complémentaire de la législation nationale de chaque État membre sur ce point rend possible –là où elle est autorisée au niveau national– de demander une mesure provisoire ou conservatoire avant d'introduire l'instance sur le fond: s'il est fait droit à sa demande, le créancier d'aliments assumera le litige transfrontalier avec l'assurance de l'effectivité du jugement rendu s'il obtient gain de cause.

c) Les mesures peuvent être demandées, bien évidemment, à un quelconque tribunal qui serait compétent pour connaître du fond du litige conformément aux chefs de compétence du RB III, même si, par la suite, le litige est ou sera traité dans un autre État membre. Mais ce qui importe est que l'on puisse demander ces mesures aux tribunaux de l'État où elles doivent déployer leurs effets, même s'ils ne sont pas compétents pour connaître du fond du litige. Cela permet au créancier des aliments de demander des mesures provisoires et conservatoires là où se trouvent les biens du débiteur permettant de garantir ou de payer la pension réclamée.

III. Reconnaissance et exécution des décisions judiciaires

11. Le caractère transfrontalier d'un litige en matière d'aliments peut comporter le besoin que la décision rendue par un tribunal d'un État membre doive déployer ses effets dans une autre État. Dans certaines occasions, il suffit qu'elle soit reconnue dans un autre État, par exemple pour y déployer l'autorité de la chose jugée et empêcher l'ouverture d'une nouvelle procédure fondée sur le même objet sans que les circonstances de base n'aient changé. La plupart des fois cependant, ce qui est nécessaire est que la condamnation aux aliments puisse être exécutée dans un autre État, puisque c'est dans ce dernier que se trouvent les actifs patrimoniaux du débiteur devant faire l'objet d'une saisie et être utilisés pour payer le créancier.

Le RB III représente à cet égard une importante avancée par rapport au RB I, puisqu'il a admis la **suppression de l'exequatur** en tant que procédure intermédiaire pour attribuer la force exécutoire aux décisions étrangères –et les décisions judiciaires doivent être comparées aux transactions judiciaires ainsi qu'aux actes authentiques d'où est née l'obligation de paiement d'aliments (art. 48).

12. Concrètement, le règlement envisage un double régime pour la reconnaissance et l'attribution de la force exécutoire aux décisions en matière d'aliments par les tribunaux des États membres, selon que le jugement a été rendu ou non dans un État lié par le protocole de La Haye de 2007. Dans l'affirmative (et c'est la règle générale), la section 1 du chapitre IV s'applique et le résultat est double (art. 17) :

a) En premier lieu, la **reconnaissance automatique et irrévocable** de la décision dans les autres États membres, sans qu'il ne faille engager aucune procédure et sans qu'il soit possible de s'opposer à sa reconnaissance: ce dernier point représente un changement important par rapport au RB I. Toutefois, cette reconnaissance a une portée limitée aux

¹² Arrêt du 26.3.1992, C-261/90.

¹³ Arrêt du 17.11.1998, C-391/95.

¹⁴ Arrêt du 27.4.1999, C-99/96.

décisions se référant aux obligations alimentaires: par contre, elle n'implique en aucune manière la reconnaissance des relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance qui sont à l'origine des obligations alimentaires qui ont donné lieu à la décision (art. 22). On veut ainsi éviter que, par la voie indirecte de la reconnaissance, le RB III aille au-delà de son champ d'application matériel.

b) En second lieu, la décision aura également force exécutoire -si la décision initiale en était assortie- dans les autres États membres sans qu'il ne faille obtenir une quelconque déclaration en ce sens (suppression de l'exequatur *stricto sensu*).

13. La suppression de l'exequatur est un des objectifs les plus affichés poursuivis par les institutions européennes en matière de procédure civile transfrontalière. Suite à l'avancée timide du RB II-bis en matière matrimoniale et de responsabilité parentale, le premier pas important ayant été franchi a été le titre exécutoire européen, qui envisage la disparition de la procédure d'exequatur mais seulement concernant les créances non contestées (y compris, le cas échéant, les créances alimentaires) et après vérification que, dans la procédure initiale, certaines garanties ont été respectées, et que la législation nationale de l'État d'origine reconnaisse aussi certaines garanties de réexamen en cas de défaut de comparution du défendeur. Le R. 1896/2006, créant la procédure européenne d'injonction de payer, accorde également une force exécutoire directe –sans exequatur– à l'injonction de payer européenne, tout comme le R. 861/2007, avec un jugement rendu au terme d'une procédure européenne pour le règlement des petits litiges: dans ces cas, la suppression de l'exequatur est directement liée au déroulement de la procédure suivant les règles créées par le législateur européen.

Conformément aux dispositions du RB III, **une étape de plus est franchie par rapport aux instruments antérieurs** puisque la suppression de l'exequatur ne dépend ni du défaut d'opposition du défendeur ni du déroulement d'une procédure européenne *stricto sensu*, mais uniquement de l'applicabilité du protocole de La Haye dans l'État d'origine. Pour le législateur européen, l'application de ces règles de conflit détermine une équivalence de résultats qui permet également de supprimer tout contrôle préalable à l'exécution des jugements, bien que la procédure se soit déroulée selon les règles procédurales internes et que le défendeur se soit opposé à la réclamation du créancier. On perçoit de nouveau ce que devrait créer la réforme du système général du RB I.

14. Le créancier d'aliments ayant eu gain de cause pourra donc saisir, sans autre condition, les autorités compétentes de l'État où l'exécution est rendue nécessaire : il lui suffira de joindre à la **demande d'exécution** les documents énumérés à l'art. 20 (fondamentalement une copie de la décision, un extrait de cette décision dressé au moyen d'un formulaire modélisé par le Règlement –qui devra être accompagné de la translittération ou de la traduction dans la langue officielle de l'État d'exécution– et le cas échéant un document qui établit l'état des arrérages). Il importe de souligner qu'il ne sera pas nécessaire de fournir une traduction de la décision même (ce qui permet de réduire les coûts et les temps d'attente), sauf si le débiteur conteste l'exécution de la décision.

En outre, y compris avant de demander l'exécution, le créancier peut utiliser la décision favorable pour obtenir des **mesures conservatoires** dans l'État d'exécution: le résultat de ces mesures –si elles n'ont pas été déjà demandées durant le déroulement de la procédure, conformément à l'art. 14– lui permettra d'affronter, le cas échéant, la procédure d'exécution avec davantage de sécurité et, en outre, en sachant s'il existe ou non une base patrimoniale suffisante sur laquelle exécuter la décision.

15. En contrepartie de la suppression de l'exequatur, le RB III a établi certaines **sauvegardes** en faveur du débiteur. La première de ces sauvegardes concerne la procédure initiale. Concrètement, si le débiteur défendeur ne comparaît pas devant le tribunal d'origine, il aura droit à un **réexamen** de la décision devant les tribunaux de cet État, ce qui peut conduire à son annulation si se produit une des conditions définies à l'art. 19 : il ignorait l'existence de la procédure ou bien il n'a pas pu s'y défendre en raison d'une cause de force majeure ou pour des circonstances exceptionnelles qui ne lui sont pas imputables. La demande de réexamen, en outre, peut conduire à la suspension de l'exécution jusqu'à sa résolution (art. 21.3). Bien que ce droit au réexamen soit également envisagé pour le titre exécutoire européen, la procédure européenne d'injonction de payer et la procédure européenne de règlement des petits litiges, le législateur a voulu préciser certains éléments :

a) La procédure de réexamen est une procédure «européenne», dont l'existence est déterminée par le propre RB III, de sorte que les législateurs nationaux peuvent mettre en œuvre sa régulation mais pas altérer ses éléments de base : se produit ainsi un net effet d'harmonisation dans la mesure où le législateur européen détermine les cas où il considère qu'une personne condamnée en défaut de comparution est autorisée à demander la nullité de la décision rendue à son encontre.

b) Au lieu de demander au défendeur qu'il sollicite la révision « rapidement » (comme dans les autres textes normatifs), un délai de 45 jours a été fixé à compter du jour où le défendeur a eu effectivement connaissance du contenu de la décision et où il a été en mesure d'agir. En toute hypothèse, la circonstance précédente est entendue comme survenant le jour de la première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre ses biens indisponibles en tout ou en partie (p. ex. le jour de la saisie). Nous pouvons de nouveau observer le trait de caractère «européen» de cette procédure de réexamen.

c) Il est précisé qu'une éventuelle annulation de la décision ne fait pas perdre au créancier les avantages résultant de l'interruption des délais de prescription ou de déchéance, ni le droit de demander rétroactivement des aliments qu'il aurait acquis par l'action initiale. La règle –comme beaucoup d'autres– a pour objectif clair de protéger le créancier des aliments. Cependant, il semblerait que le Règlement, sur ce point, aille au-delà du cadre procédural et introduise des dispositions qui relèvent nettement du cadre du droit matériel; et le législateur européen n'y est peut-être pas autorisé par l'art. 81 TFUE.

16. Une fois engagée l'exécution dans l'État correspondant, le débiteur pourra se défendre en utilisant les moyens prévus par la législation procédurale dudit État (art. 21.1). Toutefois, le RB III a voulu introduire **deux moyens d'opposition à l'exécution** que le débiteur pourra utiliser en toute hypothèse bien qu'ils ne soient pas expressément prévus par la législation nationale de l'État d'exécution (art. 21.2).

a) Comme dans les autres textes normatifs qui régissent l'exécution de décisions étrangères, de même, dans le domaine des aliments, il y aura lieu de s'opposer à l'exécution si la décision est **inconciliable** avec une autre décision rendue dans l'État d'exécution ou rendue dans un État tiers, si elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État d'exécution. Cependant, compte tenu du fait qu'en matière d'aliments il est fréquent que varient les circonstances servant de base aux demandes, le Règlement précise que la décision qui modifie, pour ce motif, une décision antérieure sur les aliments ou la décision modifiée ne peut pas être considérée comme étant inconciliable.

b) Il sera également possible de demander le refus, total ou partiel, de l'exécution au cas où le droit à l'exécution est prescrit, soit conforme à la législation de l'État, soit conforme à celle de l'État d'exécution: si, dans les deux législations, la **prescription du droit à l'exécution** peut être motif d'opposition à l'exécution, alors il faudra retenir le plus long délai de prescription. On peut de nouveau observer comment une règle envisagée en vue de protéger le créancier d'aliments dépasse les limites du droit procédural pour envahir le terrain matériel.

17. Comme nous pouvons le constater, dans le cadre où a été supprimé l'exequatur n'apparaît aucune notion d'**ordre public** comme éventuel facteur autonome de rejet de l'exécution, et ceci bien que les aliments constituent une matière particulièrement sensible à ce type de considérations puisqu'elle n'est pas totalement régie par le principe de l'autonomie de la volonté des parties. Or, l'unification des règles de conflit et la sauvegarde de l'art. 13 du Protocole de La Haye sont considérées comme une barrière de protection suffisante face aux infractions à l'ordre public matériel. Et face à d'éventuelles violations de l'ordre public au niveau procédural, le législateur européen estime qu'il est suffisamment protégé grâce au droit au réexamen de la décision rendue en l'absence du défendeur, tel que défini à l'art. 19 RB III. Plus l'harmonisation est importante au niveau matériel et procédural, moins important sera le sens de la clause d'ordre public. À cet égard, le RB III fonctionne de nouveau à titre d'exemple de ce que devrait être le résultat de la réforme du RB I.

18. Cependant, la suppression de l'exequatur n'intervient que si la décision a été rendue dans un État membre lié par le Protocole de La Haye. Dans le cas contraire –et c'est le cas du Royaume-Uni et du Danemark– ce sont les **modèles « traditionnels » de reconnaissance et d'exequatur** qui doivent s'appliquer, tels qu'établis par la section 2 du chapitre IV du Règlement. Dans ces cas, le système se fonde sur les paramètres du RB I: reconnaissance automatique et procédure d'exequatur pour obtenir la force exécutoire (arts. 23 et 26); liste «habituelle» des motifs de refus de la reconnaissance et de l'exécution (art. 24); et procédure de déclaration de la force exécutoire non contradictoire en première instance, avec la possibilité d'introduire deux recours successifs (arts. 28 à 33). Toutefois, le législateur européen a profité de l'opportunité pour introduire certaines améliorations, la plus importante étant la soumission de la procédure d'exequatur à des délais définis, dont le but est d'éviter des retards excessifs: 30 jours pour déclarer la force exécutoire de la décision; 30 ou 45 jours pour présenter le recours à son encontre, selon la résidence habituelle du débiteur; et 90 jours pour statuer sur le premier recours contre l'octroi de l'exequatur. Par contre, le législateur européen n'a pas osé contraindre les cours suprêmes des États membres et c'est pourquoi, au regard du pourvoi contre la décision rendue sur le recours, il se borne à indiquer qu'il doit être statué «à bref délai».

19. Enfin, et indépendamment de s'il est nécessaire ou pas d'obtenir l'exequatur, l'art. 38 apporte également une importante nouveauté: la décision faisant droit à une demande d'aliments peut toujours être déclarée **exécutoire par provision**, nonobstant un éventuel recours, même si le droit national ne prévoit pas la force exécutoire. Dans un tel cas, le jugement pourra directement être exécuté par un autre État membre (s'il a été rendu par un tribunal d'un État lié par le Protocole de La Haye) ou, le cas échéant, après avoir obtenu son exequatur. La règle, fixée au profit du créancier d'aliments, comporte également un net effet d'harmonisation sur les législations nationales: si, dans les procédures relatives aux aliments dans le cadre du RB III, l'exécution provisoire est recevable, la pression s'accroît sur les législateurs nationaux qui n'en auraient pas

prévu la recevabilité dans toutes les procédures d'aliments et, par extension, dans d'autres domaines où l'urgence de la situation le requiert également.

IV. L'aide judiciaire aux parties par les autorités centrales

20. Dans le but de promouvoir un meilleur fonctionnement de ses règles, le RB III a prévu –tout comme le RB II-bis– un système de coopération entre les autorités centrales. L'objectif primordial des autorités centrales est l'**aide judiciaire aux parties** qui souhaitent engager des actions judiciaires en vertu du Règlement. Concrètement, l'art. 56 fixe les demandes d'assistance que peut présenter un créancier qui poursuit le recouvrement d'aliments (fondamentalement pour promouvoir une procédure dont le but est d'obtenir une décision favorable et pour obtenir sa reconnaissance, son exéquatur et/ou son exécution), tout comme un débiteur à l'encontre duquel existe une décision en matière d'aliments (surtout afin d'obtenir sa modification). Les activités que les autorités centrales devront mener en vue de prêter cette assistance sont établies à l'art. 51 et ont une nature très différente: par exemple engager des procédures, aider à localiser le débiteur, faciliter l'obtention d'éléments de preuve et la signification transfrontalière de documents, faciliter un recouvrement rapide, aider à établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour la demande d'aliments. Au regard de cette multitude de fonctions potentielles, l'intervention des autorités centrales peut être relativement complexe (arts. 57 à 63). Les États, à travers leurs autorités centrales, deviennent ainsi une sorte de *coachs* des parties –surtout des potentiels créanciers d'aliments- et du propre système du Règlement.